

Colère dans les Ehpad

# Un mouvement très suivi

Mardi, de très nombreux Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) étaient en grève sur le territoire national. C'était le cas en pays de Caux. Le point sur le terrain.

C'est une première. A Fauville, il y avait 46 grévistes à la résidence Bouic-Manoury. Hasard du calendrier, le vendredi précédant, l'établissement avait dévoilé la plaque du label Humanitude qui vante l'accueil des résidents en son sein. « Cette distinction, nous avons travaillé pour l'avoir et on nous retire les moyens pour l'assumer. On nous a enlevé dix contrats aidés qui n'ont pas été remplacés », ont protesté les personnels en colère. Le cortège s'est rendu sur la place de la mairie où il a passé une partie de la journée.

En blouses blanches et avec des ballons pour attirer l'attention, une petite centaine d'agents du centre hospitalier de Saint-Romain-de-Colbosc ont distribué des tracts devant leur établissement. « Nous devons nous occuper de l'hôtellerie, du ménage, de refaire les lits. Et tout cela, c'est moins de temps pour les résidents », déplorent Sandrine Gueroult et Céline Legout, deux aides-soignantes, qui ont respectivement 27 et 30 ans d'expérience. Conséquence de tout cela, « des bains ou des douches qui ne sont pas toujours effectués par semaine mais toutes les deux à trois semaines, des repas plus courts, pas de ménage quotidien systématique et une fa-

tigue croissante chez le personnel, qui souffre de ne pouvoir faire correctement son travail ».

A Fécamp, dans les établissements dépendants de l'hôpital, deux heures de débrayage ont été organisées, dans l'après-midi, afin que les soins du matin soient préservés. 96 personnels grévistes ont observé ce mouvement et ont distribué 600 tracts pour exposer leurs inquiétudes.

A l'Ehpad de Pavilly, on a expliqué, fataliste : « Oui le personnel était en grève mais tout le monde était à son poste puisque le service minimum, c'est tous les jours, hélas ! ».

## « Contraintes financières »

Fait du hasard, la journée de grève nationale coïncidait avec la cérémonie des vœux de la direction du centre hospitalier intercommunal Caux Vallée de Seine (Bolbec-Lillebonne). A l'appel des syndicats CFTD et FO, une soixantaine de grévistes ont manifesté entre 13 et 14 heures devant l'Ehpad Fauquet de Bolbec puis de 14 h 30 à 15 h 30 devant l'Ehpad Rosenberg de Lillebonne. « Il est regrettable que les résidents subissent les baisses et les contraintes financières des gouver-



Des grévistes à Fauville, c'était une première, preuve de l'ampleur du mouvement

nements successifs », était-il écrit sur le tract distribué. Tina Pérez, directrice du CHI, s'est dit solidaire du mouvement : « L'année 2017 a été très difficile. Il est de plus en plus difficile de gérer nos établissements, et surtout les Ehpad (...) Nous devons absolument consolider nos finances, c'est le signe de notre indépendance ».

A Notre-Dame-de-Gravenchon, le personnel de la maison du Telhuet a tenu à se montrer solidaire des autres Ehpad en s'arrêtant de travailler une heure. Toutefois les soignants ont précisé que les soins avaient été réalisés en temps et en heure.

A l'Ehpad privé des Dames-Blanches d'Yvetot, on notait une vingtaine de grévistes sur 57 membres du personnel (ASH et personnel administratif confondus), soit un taux d'environ 40 %. La mobilisation a été moindre dans l'autre établissement de la fondation Partage et Vie, à Duclair, malgré une taille plus importante. Le directeur Jean-Yves Dayt a soutenu le mouvement : « Des efforts ont été faits par l'Etat et le Département, qui nous versent des subsides, mais nous souffrons toujours d'un manque de moyens. »

Delphine Boulan déléguée fédérale Normandie santé FO, était

« satisfaite de la mobilisation : 600 manifestants à Rouen, 300 au Havre et 200 à Dieppe ».

Dans un communiqué, l'agence régionale de santé (ARS) a tenu à préciser « la priorité qui est la sienne de veiller au quotidien à améliorer la qualité et la sécurité dans l'accompagnement des personnes âgées dépendantes et des personnels encadrants ». L'ARS a « d'ores et déjà pris des mesures pour aider les Ehpad ou services en difficulté ». Mais cela suffira-t-il à soigner le mal profond qui gangrène ces établissements ?

## Les Vieux, debout ! mobilisés

« On est un peu sidérés de voir l'ampleur du mouvement », dit Alain Quibel. Le coordinateur du collectif Vieux debout, qui rassemble des familles, personnels et résidents d'Ehpad, était de la manifestation, mardi. Le mouvement est né il y a deux mois seulement

avec un leitmotiv, « interpellé, sur les conditions de vie dans les Ehpad, dans le champ philosophique, et en essayant de voir les choses autrement. On ne fait pas que râler, on essaye de faire rire, avec un vrai message ».

A Sassetot-le-Mauconduit

## En pyjama pour protester...

Toute la journée, l'ensemble des cinquante membres du personnel des Pâquerettes à Sassetot-le-Mauconduit a travaillé en pyjama. « L'idée, c'est la psychologue de l'établissement qui l'a eue. Seuls des encadrants du PASA (atelier destiné à des résidents atteints de troubles de la mémoire) ont choisi de conserver leur blouse, pour ne pas perturber les résidents », commente le directeur de l'établissement, Jacques Desmidt, lui aussi en tenue de nuit et robe de chambre. Les résidents qui le souhaitaient pouvaient rester en pyjama, les familles ont été sensibles à ce mouvement.



A Sassetot, le personnel des Pâquerettes était en pyjama pour accompagner les résidents

gine de la situation que vivent les personnels d'Ehpad. Le premier relève du succès du maintien à domicile des personnes âgées. « Ce succès a une conséquence : les personnes qui arrivent dans nos établissements sont beaucoup plus dépendantes, désormais, donc elles nécessitent plus de soins ». Le deuxième, c'est une réponse publique qui n'est pas adaptée ni dans les moyens, ni dans le temps. « Aux Pâquerettes, nous avons réussi à maintenir une qualité minimum. Tous les résidents [ils sont 90, N.D.L.R.]

sont lavés, habillés, déplacés aux activités en fonction des souhaits avec un taux de satisfaction reconnu. Mais depuis des années, insidieusement les choses évoluent ; l'atelier massage a été supprimé, les ateliers proposés par les équipes soignantes sont souvent supprimés parce qu'il faut aller à l'essentiel », explique le directeur des Pâquerettes, qui déplore que le raisonnement comptable l'emporte sur la mission dévolue aux Ehpad.

■ M.N.

## « Dire leur honte, à haute voix »

Le Courrier Cauchois : Le fait que des directeurs rejoignent le mouvement est original, qu'est-ce qui vous a poussés à le faire ?

Marie-Pascale Mongaux, correspondante régionale de l'AD-PA (association qui regroupe des directeurs d'établissements de soins) : C'est un mouvement inédit en effet, la conséquence de tout le retard qui a été pris en matière de gestion des personnes âgées. Cela fait des années qu'on essaye de faire avec, de colmater, mais les moyens ne sont plus à la hauteur de l'évolution de nos publics. On n'a fait que masquer. Alors la première couche est venue de la réforme budgétaire qui, sous prétexte d'unifier les tarifications, crée un nivellement par le milieu. Pour certains établissements, le retrait de crédit a été un véritable coup de massue. La deuxième couche, c'est la suppression des contrats aidés. L'incompréhension des agents a été suivie d'une prise de conscience, que les directeurs étaient aussi démunis que les personnels, dans cette maltraitance des institutions. Pour moi, c'était une évidence d'en faire partie.

Le C. C. : Colmater ces baisses de budgets, concrètement, comment cela se traduit dans vos établissements (Le Trait d'union du Cailly à Maromme, à Notre-Dame-de-Bondeville et Montville) ?

M.-P. M. : Aujourd'hui, nous sommes sur des temps de toilette entre 15 et 20 minutes par personne. Demain, les trois établissements vont perdre 600.000 euros. C'est seize postes qui sont concer-



Marie-Pascale Mongaux dirige trois Ehpad dans la vallée du Cailly

nés, dans un secteur largement dépourvu. On est quasiment sur un plan social. Les salariés m'ont prévenue, ils vont être obligés de recoucher les patients en pleine journée, ils vont devoir dîner en chambre, avec toutes les conséquences que cela implique dans la qualité de nos services et en matière de souffrance au travail.

Le C. C. : Le ministère a débloqué 50 millions d'euros en réponse à cette journée. Est-ce que c'est ce que vous en retenez ?

M.-P. M. : 50 millions, ce n'est pas un plan, c'est une bouteille à la mer. Ce n'est même pas un demi-poste par établissement. Qu'il nous redonne déjà les 100 millions qu'ils nous ont pris. De cette mobilisation, je retiens d'abord que la parole s'est libérée. Les salariés ont pu dire leur honte, à haute voix. Maintenant il nous faut un vrai plan.

■ INTERVIEW A. D.